

Crise alimentaire : un socle de réflexions pour un commerce agricole plus juste

Les prix des produits agricoles n'ont cessé de progresser depuis le mois d'août, notamment le coût du maïs et du blé, les deux principales céréales consommées dans le monde. L'indice global des prix des produits de base agricoles (céréales, viande, sucre, oléagineux, produits laitiers) mesuré par la FAO depuis vingt ans, se situe actuellement à un niveau historique. Depuis le début de l'année 2011, cette augmentation prend de dangereuses proportions. Ainsi, en l'espace d'un an, le prix du maïs a augmenté de 98 % ; celui du blé de 70 %. Sur les marchés à terme, la tonne de blé est désormais vendue à 246 euros. Les aléas climatiques sont les premières causes pointées du doigt pour expliquer cette situation.

Mais, comme l'a souligné un lecteur du blog de SOLIDARITÉ consacré à notre projet au FSM, « *les incendies en Russie en 2010 ont bon dos pour expliquer l'augmentation du prix du blé* ».

En effet, les stocks mondiaux ont été reconstitués depuis la crise alimentaire de 2008. Les réserves sont ainsi passées de 166,19 millions de tonnes en 2008-2009 à 196,68 millions un an plus tard, selon le ministère américain de l'agriculture (USDA). En 2010, en dépit des aléas climatiques ayant effectivement fortement perturbé les récoltes, les dernières estimations de la FAO concernant la production céréalière mondiale s'établissent à 2 229 millions de tonnes, soit seulement 1,4 % de moins qu'en 2009. Les stocks mondiaux de blé pour 2010-2011 sont d'ores et déjà considérés comme satisfaisants, à 176,72 millions de tonnes. A moyen terme, On estime ainsi que la production agricole devra augmenter d'environ 70 % d'ici à 2050 pour couvrir les besoins alimentaires de la planète, soit 1,3 % par an. Or la croissance annuelle de la production mondiale des céréales de base a été d'environ 2 % sur ces dix dernières années, et ce malgré les aléas climatiques.

Comme le confirme Olivier de SCHUTTER, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, « *le monde ne connaît pas de pénurie car l'état actuel des stocks devrait permettre de répondre à la demande mondiale cette année* ». La hausse de la demande intérieure dans les pays émergents

conjuguée aux aléas climatiques ne suffit donc pas à expliquer l'explosion actuelle des prix. Quels autres facteurs pourraient alors le faire ? La FAO avance, dans un rapport publié en décembre 2010, que la demande de biocarburants et le prix record du pétrole expliquent en grande partie la situation du marché agricole mondial. Ce point de vue est repris par la Commission Européenne et l'OMC.

Néanmoins, la flambée des prix serait en fait davantage due au fonctionnement des marchés agricoles qu'à un déséquilibre entre l'offre et la demande, estiment les Nations-Unies. « *Lorsque des informations sur des incendies en Russie, une canicule en Ukraine, des pluies trop fortes au Canada ou autres s'accumulent, certains opérateurs de marché préfèrent ne pas vendre tout de suite, tandis que les acheteurs cherchent à acheter autant que possible. Si tout le monde fait ça les prix augmentent* » résume Olivier de SCHUTTER.

Ces comportements se résument autour de la fameuse terminologie suivante : la spéculation. Tandis que les investisseurs se sont réfugiés sur les marchés à terme pour se prémunir de la baisse du dollar (l'accroissement de la demande permettant de parier sur une hausse à long terme), les spéculateurs jouent à court terme sur les aléas de la production. Cette situation est permise par la fameuse dématérialisation du commerce et sa financiarisation. Aujourd'hui, nul besoin de posséder des boisseaux de blé pour gagner de l'argent grâce à la céréale. La revente des contrats à terme, avec plus-value (si l'on gagne) se suffit à elle-même et ce, sans toucher ne serait-ce qu'un épi. Les produits alimentaires sont donc devenus des actifs financiers comme les autres. Cette idée s'est imposée avec la dérégulation des marchés agricoles prescrite par l'OMC et s'est trouvée confortée par la crise financière mondiale. Comme la bourse se porte mal et les taux d'intérêts sont très bas, les investisseurs préfèrent miser sur les matières agricoles.

Face à ce constat, l'ONU appelle à plus de transparence sur les opérations de gré à gré sur les marchés des dérivés où, selon elle, « *92 % des opérations se déroulent dans l'opacité* » ce qui alimente

la spéculation et la volatilité des prix.

Car cette volatilité, outre d'augmenter la confusion, s'avère aussi dangereuse. L'étude de l'indice des prix alimentaires l'illustre. Il s'est établi à 214,7 points en décembre 2010, contre 213,5 points en juin 2008, année des émeutes de la faim dans une trentaine de pays dans le monde. Deux ans après, la situation actuelle fait craindre de nouvelles tensions en réaction à la vie chère, à l'instar des émeutes en Algérie ou encore en Egypte où la population est descendue dans la rue au cri de « *Pain, liberté et dignité* ».

Plus généralement, quatre-vingt pays environ sont aujourd'hui en situation de déficit alimentaire selon l'ONU. Les plus menacés sont le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad. Pour comprendre dans quelle mesure ces pays sont atteints, il faut rappeler que la grande majorité est devenue importatrice nette de produits alimentaires, donc dépendante des cours mondiaux. Ainsi, dans le cadre des Plans d'Ajustements Structurels, beaucoup de pays en développement ont dérégulé leurs marchés agricoles. Mais, confrontés aux mesures protectionnistes des pays riches et à la concurrence des agricultures des pays émergents, de nombreux pays du Sud, notamment africains, ont vu leur agriculture vivrière diminuer, au profit de produits importés. Quand les prix de ces derniers flambent c'est un drame pour les populations pauvres, notamment urbaines, dont une grande partie du revenu va à l'alimentation. Et quand ils chutent, c'est une tragédie pour les paysans.

A cela s'ajoute, depuis quelques années, « *une razzia mondiale des terres cultivables* » (Cheikh GUEYE, Enda Tiers Monde), se traduisant par l'achat d'énormes superficies dans les pays du Sud pour développer de nouvelles cultures d'exportation au détriment des productions locales. L'Afrique, premier continent concerné par ce phénomène, détient également la triste palme du continent le plus dépendant sur le plan alimentaire. Ces deux problématiques liées soulignent l'enjeu de parvenir à une véritable souveraineté alimentaire africaine.

A ce sujet, Cheikh GUEYE, interlocuteur privilégié de SOLIDARITÉ durant le FSM, souligne que « *l'Afrique doit développer une industrie performante tournée vers ses propres besoins et s'appuyant sur la transformation des produits locaux. Mais la révolution agricole paysanne demeure la condition indispensable à la souveraineté alimentaire. Elle doit promouvoir une agriculture familiale modernisée s'appuyant sur des techniques protégeant le sol, l'eau et le climat* ».

C'est à cette tâche que s'attelle aujourd'hui les organisations paysannes africaines, tel le ROPPA, via sa stratégie pour une « *Afrique nourricière* ». C'est le message que porte également l'ONG Afrique Verte lorsqu'elle affirme que « *les sabéliennes peuvent nourrir le Sabel* ». C'est également la mission de SOLIDARITÉ qui promeut depuis plus de trente ans la souveraineté alimentaire via l'agriculture biologique et communautaire.

Maëlle BOUVIER,
assistante chargée de projets SOLIDARITÉ

► Revue de presse :

- [Rapport de la FAO sur la situation des marchés des produits agricoles.](#)

La FAO y présente une analyse de l'explosion des prix, tout en proposant des solutions pour protéger les consommateurs et les producteurs.

- [Interview de Cheikh GUEYE parue dans Courrier International](#)

Cheikh GUEYE, membre du bureau exécutif d'Enda Tiers Monde au Sénégal, y relate les enjeux et difficultés pour l'Afrique pour se doter d'une véritable souveraineté alimentaire.

- [Article sur de potentielles nouvelles émeutes de la faim](#)

L'auteur reprend les analyses conjointes de l'ONU et d'Oxfam pour alerter sur de potentielles nouvelles tensions liées à la vie chère, comme celles qui ont éclaté en 2008 dans plus de 30 pays.

- [Article de Jacques Berthelot, *Quand le prix du blé s'envole.*](#)

► **Pour aller plus loin :**

- [Rapport de la FAO sur l'insécurité alimentaire dans le monde.](#)

La FAO y développe, par continent, les problématiques en termes cultures d'exportation et cultures vivrières.

- [Article Les Echos](#)

Dans cet article, François Bourguignon, directeur de l'école d'économie de Paris, contredit la responsabilité de la spéculation dans la flambée des prix, en insistant sur d'autres facteurs explicatifs : les aléas climatiques, la variation des coûts et celle de la demande.